

BRYCE, Robert, *Maturing in Hard Times: Canada's Department of Finance Through the Great Depression*. Kingston et Montréal, L'Institut d'administration publique du Canada et McGill-Queen's University Press, 1986. 278 p.

Robert Bryce fut un des grands mandarins de la bureaucratie fédérale de l'époque contemporaine. Entré au ministère des Finances en 1938, il a gravi les échelons dans le circuit des organismes administratifs centraux du gouvernement canadien pour atteindre des postes au sommet de l'appareil, notamment ceux de greffier du Conseil privé (1954-1963) et de sous-ministre des Finances (1963-1970). Maintenant à sa retraite, il a rédigé cette histoire du ministère des Finances, lequel, dit-il, a atteint sa maturité pendant la décennie pénible des années trente.

Le livre se situe quelque part entre l'analyse des politiques et l'histoire administrative. En effet, si l'auteur nous informe sur l'organisation, le personnel et le fonctionnement du ministère à différents moments au cours des années trente, il consacre beaucoup plus d'espace aux problèmes de fond auxquels celui-ci devait faire face et aux solutions qui étaient soit envisagées, soit adoptées. Ainsi, il y a un chapitre sur chacun des thèmes suivants: la politique tarifaire, la politique fiscale et budgétaire, la politique monétaire et la création de la Banque du Canada et enfin, les relations financières fédérales-provinciales. Cette méthode a des avantages et des inconvénients. Elle a l'avantage de bien situer le lecteur dans le contexte de l'époque et de favoriser ainsi la compréhension des positions prises et des actes posés. Par contre, si elle permet au lecteur un survol de l'action de cet important ministère à une période critique de son développement, elle n'est pas apte à répondre à toutes les interrogations du lecteur sur l'un ou l'autre des deux volets retenus.

Du côté de l'analyse des politiques, on connaît peu l'impact des politiques adoptées. Il n'y a rien, par exemple, sur les conséquences des tarifs douaniers sur l'économie et sur les industries concernées. Les effets des politiques fiscales et monétaires sont plus présents dans la description des discussions internes menées au ministère, mais on ne peut pas dire qu'ils soient analysés. Il est clair que l'auteur approuve l'introduction des idées de John Maynard Keynes en 1938-1939, mais cette approbation relève davantage de la position de principe que de l'évaluation de l'impact des politiques précédentes. Ce qui est évident, par contre, c'est l'adhésion de toutes les autorités au sein du gouver-